

# Pour une réforme vers une OCM sucre durable et solidaire

## Une position commune, initiée et portée par des organisations:

### de paysans et de ruraux

Confédération Paysanne  
Chrétiens dans le Monde Rural (CMR)  
Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC)  
Réseau Agriculture Durable (RAD)

### de Solidarité Internationale

Agir ici  
Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD)  
Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET)  
Réseau Foi et Justice Afrique Europe  
Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)  
Coordination SUD  
Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID)  
Afrique Verte  
Fédération Artisans du Monde  
Max Havelaar France  
VSF - CICDA  
Solidarité

### de protection de l'environnement et de développement durable

4D - Dossiers et Débats pour le Développement Durable  
Les Amis de la Terre  
Réseau Action Climat France  
Réseau Cohérence

### de consommateurs

Confédération Syndicale des Familles (CSF)  
Alliance Paysans Ecologistes Consommateurs  
Action Consommation

## **Communiqué de presse :**

### **Propositions de réforme du régime sucrier européen - L'addition est salée pour l'agriculture durable !**

**Paris, le 22 juin 2005 : 40 organisations françaises de paysans et ruraux, consommateurs, environnementalistes et solidarité internationale prennent position en faveur d'une réforme basée sur le respect de la souveraineté alimentaire et de modes de production durables en Europe et dans les pays en développement.**

Dans le contexte actuel de remise en cause de la légitimité de la PAC, la réforme du régime sucrier nous paraît devoir répondre prioritairement aux critiques visant à la fois la mauvaise répartition des bénéfices du système et ses conséquences sur les marchés mondiaux (concurrence déloyale).

Les propositions publiées par la Commission européenne ce jour reposent principalement sur une baisse significative des prix du sucre blanc (-39%), partiellement compensée par le versement d'aides « découplées ». La maîtrise des quantités produites et importées reste sans lien avec le niveau de la consommation européenne.

Ces propositions s'inscrivent dans la lignée de la réforme de la PAC adoptée en juin 2003 déjà contestée par une grande partie de la société civile européenne. Elles n'apportent pas de solution durable à l'organisation du marché du sucre qu'il soit international ou européen.

➤ Nos propositions :

**La PAC souffre de son manque de légitimité, à la fois au sein de l'Union européenne et à l'international. Pour justifier sa pérennité, elle doit être réorientée afin de véritablement bénéficier à une agriculture durable.**

Cela ne pourra se faire que sur la base du respect de la souveraineté alimentaire, à savoir le droit pour les populations de définir leur propre politique agricole sans porter préjudice aux pays tiers.

Cela suppose que le mandat de négociations à l'OMC du Commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, soit redéfini sur cette base.

*Ce que cela signifie pour le régime sucrier européen :*

- Maintien de prix rémunérateurs, bénéficiant à la fois aux producteurs européens et à ceux des pays en développement qui bénéficient d'un accès préférentiel au marché communautaire
- Mise en adéquation des niveaux de production et d'importation avec le niveau de consommation européen. Les exportations européennes de sucre doivent être stoppées, conformément à l'arrêt rendu par l'Organe d'appel de l'OMC le 28 avril 2005.
- Conformément à la demande des Pays les Moins Avancés, les importations en provenance de ces pays doivent être contingentées, afin de garantir la pérennité des bénéfices attendus de l'accès au marché communautaire (prix rémunérateurs).

Pour plus de détail sur ces propositions, voir le **dossier « Propositions alternatives pour une réforme durable et solidaire du régime sucrier européen »**, publié ce 22 juin, disponible sur demande ou sur notre site Internet.

## **Contact / Dossier / Position du réseau européen :**

Anne Laure Constantin - Tél: 01 44 83 63 42 ou 06 83 04 08 16 - Mél : [plate-forme@agricultures-durables-solidaires.org](mailto:plate-forme@agricultures-durables-solidaires.org) Site Internet : [www.agricultures-durables-solidaires.org](http://www.agricultures-durables-solidaires.org)

## Sont aussi signataires:

Accueil Paysan, A l'écoute de la nature, Action Information Ecologie 17, Adéquations, Association de Formation et d'Information pour le développement des Initiatives Rurales (AFIP), Association française pour la FAO, Association pour un contrat mondial de l'eau, ATTAC, CEIPAL, Collectif Saône Doubs Vivant, Femmes et changements, Fondation France Libertés, Initiative de Développement Stratégique, Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement (IRAM), Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures, Mouvement National de Lutte pour l'Environnement, Peuples Solidaires.